

Un génocide dans l'amphithéâtre

Quelques impressions sur le centenaire de 1915 à la veille du 24 avril



**Par Boris Adjemian, docteur en histoire contemporaine,
conservateur de la Bibliothèque Nubar**

Le 25 mars dernier s'ouvrait à Paris, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, une conférence internationale d'une ampleur exceptionnelle organisée par le Conseil scientifique international pour l'étude du génocide des Arméniens (CSI)¹, bénéficiant du label de la mission du centenaire de la Grande Guerre et du label 2015 du CCAF², et dont le titre venait rappeler à quel point le centenaire du génocide des Arméniens prend une résonance particulière, cette année, dans le contexte des commémorations de 14-18 : *Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman dans la Grande Guerre. 1915-2015, cent ans de recherche*. De par le cadre solennel dans lequel elle a eu lieu, la qualité particulière des orateurs et les propos tenus, la soirée d'ouverture a donné une illustration éloquente de la multiplicité des enjeux qui caractérisent le centenaire du génocide des Arméniens, tant sur le plan mémoriel et politique que dans le domaine scientifique. De manière non moins exceptionnelle, le colloque était placé sous le haut patronage du président de la République, et la ministre de l'Éducation nationale s'était déplacée en personne pour prononcer une allocution, suivie de peu par le président de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Pierre-Cyrille Hautcœur et la vice-présidente de la région Ile-de-France, en lieu et place de Jean-Paul Huchon qui battait la campagne des élections départementales. On était loin à cet égard du colloque organisé vingt

¹ Ce petit groupe de chercheurs a été créé il y a deux ans dans la perspective du centenaire du génocide des Arméniens, avec l'ambition de pouvoir exercer une veille scientifique sur les manifestations qui se dérouleraient à cette occasion. Il est constitué d'Yves Ternon, Vincent Duclert, Hamit Bozarslan, Raymond Kévorkian, Claire Mouradian, Annette Becker, Mikael Nishanian et Gaïdz Minassian.

² Comité de coordination des organisations arméniennes de France.

ans auparavant par le CDCA³ sur « l'actualité du génocide des Arméniens », qui par comparaison semblait presque s'être tenu en catimini – à la Sorbonne également, mais sans recevoir les honneurs du grand amphithéâtre – et dans une atmosphère empreinte du militantisme des années 1980 et 1990, quand le mot génocide s'écrivait encore entre guillemets. Cette fois-ci le financement du colloque a été généreusement pris en charge par le conseil régional d'Ile-de-France, qui mène également depuis plusieurs années des opérations de sensibilisation intéressantes auprès des lycéens, la dernière en date étant la distribution de milliers d'exemplaires du dernier dossier du magazine *L'Histoire* sur ce sujet, dans tous les lycées de la région. On est donc passé dans une autre dimension. Le colloque s'est déployé sur quatre jours et quatre lieux prestigieux : la Sorbonne donc, suivie du Mémorial de la Shoah – qui accueillait au même moment pour la première fois une exposition sur le génocide des Arméniens⁴ –, de l'EHESS et du grand auditorium de la Bibliothèque nationale de France. La commémoration du génocide des Arméniens fait désormais partie – en France (mais c'est loin d'être un cas général en Europe) – des sujets d'autant plus appréciés qu'ils sont facteurs de consensus entre les élus de tous bords et toutes les tendances politiques, pour peu que personne ne s'avise de dégainer une nouvelle proposition de loi. Les discours des personnalités politiques présentes à la soirée d'ouverture ont également été des moments symptomatiques de ce changement d'époque que nous vivons depuis quelques années, et que chacun a pu percevoir de manière de plus en plus nette à mesure que s'approchait l'année du centenaire. Ils ont pu donner l'impression que les professionnels de la prise de parole publique avaient, depuis un temps très récent, ingéré une sorte de nouvelle vulgate sur le génocide des Arméniens, pas toujours irréprochable en termes d'exactitude historique, mais combien différente (et en mieux !) des discours tout en périphrases et circonlocutions d'il y a seulement dix ou quinze ans. Arraché à sa place peu enviable de « génocide oublié », le génocide des Arméniens est maintenant « le premier génocide du XX^e siècle » pour les médias⁵ et les politiques qui l'évoquent. « S'y l'on excepte le génocide des Hébréus », ajoute Najat Vallaud-Belkacem, mais on se demande bien au nom de quoi il faudrait l'excepter, sauf à vouloir s'ingénier à ce qu'il y ait, justement, des génocides oubliés. La ministre rappelle que ces lieux

³ Émanation de la fédération révolutionnaire arménienne (parti politique fondé à Tiflis en 1890), le comité de défense de la cause arménienne a été créé en France en 1965, l'année des premières grandes manifestations en faveur de la reconnaissance du génocide des Arméniens.

⁴ *Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman*, exposition au Mémorial de la Shoah d'avril à septembre 2015. Une autre exposition de plus grande ampleur sera accueillie par l'Hôtel de Ville de Paris sous le titre *Arménie 1915*, à partir du 28 avril 2015.

⁵ Tel était le titre du dossier consacré au génocide des Arméniens par *L'Histoire* dans son numéro de février 2015 (n° 408). Il résume à lui-seul l'évolution de ce magazine sur ce sujet, après les dossiers publiés en 1995 et 2008 qui soulevèrent à chaque fois des protestations et des polémiques.

du grand amphithéâtre de la Sorbonne accueillirent, en 1916, une réunion publique portée par de grandes voix pour alerter l'opinion sur les massacres d'Arménie : celles de Paul Deschanel, Paul Painlevé, Anatole France, etc. Les noms des grandes figures intellectuelles et artistiques du martyrologe arménien sont égrenés avec application et sans fausse note : le grand musicien Soghomon Soghomonian, dit Gomidas, dont la ministre n'omet pas de préciser qu'il fut le sauveteur du patrimoine des chants populaires arméniens effacés par le génocide et qu'il perdit la raison au cours de sa déportation ; le poète Daniel Varoujan, assassiné ; l'écrivain Zabel Essayan, qui recueillit de nombreux témoignages des rescapés du génocide, comme elle l'avait fait après les massacres d'Adana en 1909, matière dont elle avait tiré un de ses livres les plus célèbres, *Dans les ruines*, et qui fit finalement le choix de vivre en Arménie soviétique avant d'être rattrapée par la répression stalinienne en 1937 et de disparaître, déportée, quelques années plus tard. La figure du juriste juif polonais Lemkin, dont plusieurs historiens ont souligné, depuis quelques années, l'intérêt qu'il avait manifesté à l'égard de la destruction des Arméniens au moment où il commençait à mûrir le concept de génocide, fait désormais partie de ce panthéon des noms qu'une ministre de la République ou une vice-présidente de région averties ne sauraient oublier. Tout comme bien sûr celle de Missak Manouchian – on ne sait pas pourquoi toujours prononcé Manoukian⁶ – bien qu'il soit plus hasardeux de lier son engagement dans la résistance contre les nazis et la question de la reconnaissance du génocide des Arméniens. Le négationnisme est désormais une chose intolérable, et la position de la France en fait foi, c'est ce que ces prises de parole officielles ne manquent jamais de rappeler. D'où l'hommage rendu aux intellectuels, aux militants (le journaliste Hrant Dink, l'éditeur Ragıp Zarakolu, l'avocate Fethiye Çetin) et historiens qui ont fait avancer de concert la recherche et la reconnaissance. La ministre souligne à raison la participation actuelle d'historiens turcs, aux côtés de leurs collègues français et américains, à ce mouvement. Elle s'enflamme peut-être un peu, pour parler comme les footballeurs, en vantant l'apport de la turcologie à la reconnaissance du génocide des Arméniens... Mais l'heure est à la concorde. Pour finir elle inscrit la reconnaissance du génocide des Arméniens dans la perspective de la construction de la citoyenneté en France et d'une mémoire partagée, notamment à l'école, par l'éducation à l'égalité et à la tolérance. Rendant hommage aux professeurs d'histoire-géographie des classes de 3^e – dont les programmes contiennent la question du génocide de 1915 depuis 2008, ce que semble ignorer la vice-présidente de la

⁶ Erreur chronique et d'autant plus regrettable qu'au côté de Manouchian, un autre résistant d'origine arménienne, Armenak Manoukian (de son vrai nom Arpen Davtian), fit également partie des fusillés du Mont Valérien.

région Ile-de-France – la ministre termine sur la nécessité d’un appui à la recherche, évoquant le dynamisme des *genocide studies* aux USA, et dévoile enfin avec professionnalisme l’annonce surprise savamment préparée sur la création d’une « mission d’étude lançant un état des lieux de la recherche sur les génocides », annonce qui reste très vague en termes de finalités mais a le mérite de ne pas manger de pain en période de vaches maigres budgétaires. Au-delà des discours, que faut-il retenir de la soirée d’ouverture de ce colloque si l’on cherche à exercer un début de réflexion distanciée sur le déroulé du centenaire du génocide ? D’abord, et ce n’est pas une nouveauté, que l’enjeu politique colle ici comme une ombre à l’enjeu mémoriel. Le génocide des Arméniens fait partie de ces événements de la Grande Guerre qui conservent une actualité forte – il en est d’autres, dans certains tracés de frontières de l’Europe orientale notamment –, certainement l’une des plus sensibles. L’attitude des gouvernements face aux célébrations du centenaire est donc par définition politique, comme l’illustre la visite annoncée de François Hollande à Erevan, le 24 avril prochain, pour assister avec son homologue arménien aux cérémonies qui se dérouleront au mémorial du génocide – visite que ne manque pas de rappeler la ministre –, alors que le président turc Erdoğan convie au même moment tous les chefs d’État du monde à venir se recueillir sur la péninsule de Gallipoli en hommage aux combattants des deux camps – Alliés et Ottomans – tombés pendant cet autre Verdun de la Grande Guerre⁷. La multiplication des reconnaissances officielles du génocide des Arméniens par des assemblées locales ou des parlements nationaux⁸, à l’approche du 24 avril 2015, traduit également cet entrelacement inextricable du politique et du mémoriel. L’État arménien cherche à jouer un rôle actif dans ce dispositif, en faisant de la question de la reconnaissance du génocide un élément important de sa politique étrangère et en promouvant l’activité du Musée-Institut d’Erevan comme un des fers de lance de cette utile politisation de la mémoire.

Qu’en est-il alors des enjeux scientifiques de ce centenaire ? Au-delà de l’éternelle question de la reconnaissance, où en est la connaissance du génocide ? Quelles sont les avancées récentes ? Les nouvelles perspectives de recherche ? Ces questions demanderaient plus que de brèves impressions et je ne m’aventurerai pas à y répondre ici. Le colloque organisé par le CSI était justement l’occasion de dresser un bilan d’étape mais on ne peut pas dire qu’il ait

⁷ Dont la date a par ailleurs été soigneusement déplacée cette année pour coïncider avec la commémoration du « soi-disant génocide arménien », pour reprendre la terminologie qui reste en usage à Ankara.

⁸ Parmi les derniers en date, le parlement chypriote a voté le 2 avril 2015 une loi pénalisant la négation du génocide des Arméniens ; le parlement néerlandais a adopté le 9 avril une résolution reconnaissant les génocides des Arméniens, des Assyriens et des Grecs de l’Empire ottoman. De son côté le parlement arménien a reconnu officiellement les génocides des Grecs et des Assyriens de l’Empire ottoman le 24 mars. Nous ne nous étendrons pas ici sur la déclaration du pape François du 12 avril qualifiant de génocide les massacres des Arméniens, déclaration qui pèse d’autant plus lourdement au plan diplomatique que la sagesse du pape est réputée infaillible.

fait miroiter beaucoup de nouveautés en matière de recherches, de sources, d'approches et de questionnements. On se doit de noter à cet égard que le sous-titre du colloque, « cent ans de recherche », était trompeur. Jusqu'aux années 1970 et 1980, les livres publiés sur le génocide des Arméniens n'ont pas été le fait d'historiens professionnels et sont restés dans une logique militante, avec pour but et pour résultat louables d'éveiller les consciences, mais sans étudier l'ensemble des sources disponibles. Ce n'est qu'au cours des années 1990 que la recherche historique a réellement commencé avec notamment les travaux de Vahakn Dadrian, Taner Akçam et Raymond Kévorkian. Ce simple rappel en dit long sur l'ampleur des recherches qui restent encore à mener. Le nombre de publications enregistrées pendant l'année du centenaire – 68 livres parus en France sur le génocide des Arméniens entre novembre 2014 et juin 2015, dont de nombreux ouvrages d'historiens – pourrait donner le sentiment d'avancées décisives dans ce domaine. Rien n'est moins sûr cependant, dans l'attente d'un bilan bibliographique qui reste à faire, si l'on en juge par la méthode de travail des éditeurs qui se sont engouffrés dans la brèche des ventes promises, au risque de publier à toute vitesse des livres ambitieux sur le papier mais problématiques sur le fond, et ceci sans contrôle de leur qualité scientifique – sans compter que le public accoutumé depuis des décennies à la disette sur ce sujet risque fort l'indigestion. Dans ce contexte de commémoration à outrance et de production éditoriale et audio-visuelle frénétique, un grand colloque comme celui du CSI pouvait-il avoir finalement, derrière son ambition scientifique, une autre fonction que celle de l'occupation d'un espace public déjà saturé ? Étant donné la pesanteur mémorielle du génocide des Arméniens en France, il semble qu'un rassemblement de ce type dans l'année du centenaire était voué à rester captif du politique et du symbolique. Dans l'attente là aussi d'un bilan sérieux du colloque – et à plus longue échéance, d'un bilan du centenaire –, les impressions laissées par cette soirée d'ouverture sous les ors du grand amphithéâtre de la Sorbonne n'étaient peut-être pas trompeuses.

